



Mission de l'Organisation
des Nations Unies pour
la Stabilisation en République
démocratique du Congo

ECHOS *de la* MONUSCO



24 octobre

JOURNÉE DES NATIONS UNIES



L'ONU au coeur des défis pour l'avenir de la RDC

✉ Par Charles Antoine Bambara*

Lors de la 72^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies à New-York, la RDC a été amplement évoquée surtout lors de la rencontre de haut niveau tenue en marge du sommet et consacrée à ce pays.

Au début d'octobre aussi il y a eu le rapport trimestriel du Secrétaire général au Conseil de Sécurité des Nations Unies sur la mise en œuvre de sa Résolution 2348 et puis le 7^{ème} Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des Grands Lacs qui s'est tenu à Brazzaville. Toutes ces rencontres ont été des occasions pour parler du processus politique en RDC mais aussi de la situation sécuritaire fragile et des incertitudes liées à tout ce processus.

Dans la présentation du rapport du Secrétaire général de l'ONU au Conseil de Sécurité, Monsieur Maman S. Sidikou a été très clair: « la situation sécuritaire s'est davantage détériorée dans plusieurs régions de la République Démocratique du Congo avec une augmentation des attaques ciblées contre les forces de sécurité nationales par les groupes mai-mai ».

Que ce soit au Nord-Kivu avec les attaques en série de l'ADF – l'Alliance des forces démocratiques - qui ont également mis à l'épreuve la Force de la MONUSCO, ou même au Sud-Kivu, avec l'audacieuse attaque des Mai-Mai Yakutumba contre Uvira, la deuxième ville de la région, ces attaques se sont effectivement multipliées. A Uvira il a fallu, selon M. Maman Sidikou, « une intervention rapide et robuste de la MONUSCO et une coordination exemplaire avec les FARDC, pour défaire les Yakutumba » et décourager toute tentative de s'emparer de la ville.

D'ailleurs, les conclusions de la revue stratégique des Nations Unies sur la MONUSCO redonnent comme priorité à la Mission « d'éviter au pays toute rechute dans un conflit violent, en créant des conditions

idoines à la tenue d'élections crédibles, justes et libres avec une passation du pouvoir conformément à la Constitution ». Cette revue stratégique avait été souhaitée par le Conseil de Sécurité pour aligner les priorités de la Mission au regard de l'évolution de la situation sur le terrain mais aussi des objectifs fixés pour la stratégie de sortie de la MONUSCO.

Vu la précarité de la situation sécuritaire dans le pays, la situation humanitaire ne cesse de se détériorer. Près de 8,5 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire. Le nombre de déplacés internes atteint 3,8 millions, alors que plus de 600.000 Congolais sont réfugiés dans les pays voisins.

Le manque de volonté politique pour appliquer l'Accord politique du 31 décembre, l'absence d'un calendrier électoral et la situation humanitaire et sécuritaire précaire pèsent sur les acteurs politiques de tous bords ainsi que sur les humanitaires. Pour amorcer un dégel il faudrait que soient appliquées les mesures de décrispation politique convenues dans l'Accord du Centre interdiocésain de Kinshasa

Le Système des Nations Unies en RDC est interpellé pour aider à la résolution de tous ces défis. Ce système –Agences, Fonds, Programmes et Mission confondus- qui a célébré la Journée mondiale des Nations Unies le 24 octobre, ne dort pas sur ses lauriers.

La MONUSCO pour sa part travaillera sans relâche pour la mise en œuvre de son mandat et de ses priorités contenues dans la revue stratégique, pour accompagner le peuple congolais, dans sa quête de paix et d'un avenir meilleur. ■



*Directeur de la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique de la MONUSCO

Sommaire

3 Point de vue

Investir dans la réalisation du potentiel des filles

4 Vie de la Mission

Nikky Haley : « les Etats-Unis d'Amérique et la communauté internationale veulent les élections en 2018 »



5 Actualité

Insécurité, droits de l'Homme et élections en RDC à l'ordre du jour, au Conseil de Sécurité



7 Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la République démocratique du Congo

8 L'exigence d'un calendrier électoral pour baliser la voie vers des élections crédibles et apaisées

9 Protection

Fermeture des bases de la MONUSCO à Walikale, choix cornélien mais défi relevé

11 La MONUSCO renforce son dispositif à Beni

12 David Gressly rassure les populations à Uvira

13 Commissaire Divisionnaire BENGAMA Céléstin : « La vulgarisation des textes légaux et réglementaires de la Police Nationale Congolaise a amélioré le comportement de nos hommes »

Les commentaires et avis émis dans ce magazine par des personnes étrangères à la MONUSCO n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de l'Information Publique
Charles Antoine Bambara

Chef de l'Unité des Publications
Aissatou Laba Toure

Rédacteur-en-Chef
Tom Tshibangu

Infographiste
Jésus Nzambi Sublime

Contributeurs

Alain Coulibaly, Alain Likota, Denise Lukeso, Jean Pierre Elali, Théophane Kinda, Martha Biongo, Sy Koumbo, Bilamekaso Tchagbele, Nouko Gwemy Ange, Marcelline Comlan, Jean-Tobie Okala

Photographes

Michael Ali, Myriam Asmani, John Bompengo

Investir dans la réalisation du potentiel des filles

La Journée Internationale de la Fille est célébrée chaque année le 11 octobre. Cette Journée vise à mettre en lumière les besoins des filles et à répondre aux défis auxquels elles font face. Le thème retenu cette année : « Autonomisation des filles : avant, pendant et après une crise. » Il marque le point de départ d'un effort porté à l'échelle mondiale pour attirer l'attention et répondre aux défis que rencontrent les filles avant, pendant et après une crise.

✍ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

Pour peu que l'on se penche sur leur situation, avec études à l'appui, il est aisé de comprendre le pourquoi de ce thème. Par exemple, une recherche récente, à Kinshasa, a démontré que les jeunes filles mineures vivent dans des conditions difficiles, elles ont moins accès à l'éducation, moins d'indépendance financière, moins de pouvoir décisionnel que les adolescents et jeunes hommes, tout en étant fortement exposées aux violences sexuelles physiques et émotionnelles, enfin leur vie de parent et responsables de famille commence beaucoup plus tôt. En effet beaucoup d'entre elles, tout en conjuguant ces handicaps, gèrent de nombreuses responsabilités. Les millions de filles qui vivent actuellement dans des terrains de conflit ou dans des situations d'urgence n'y font pas exception. Bien au contraire, dans de telles conditions de vie, elles sont les premières exposées. Elles subissent, en même temps que leur mère, les violences sexuelles dès le bas âge, elles sont enrôlées de force dans les groupes armés en tant que soldats ou esclaves sexuelles, elles servent de domestiques à tout faire et quand elles ont la chance de s'en sortir, traumatisées à vie, elles sont stigmatisées, abandonnées souvent avec un ou des enfants à charge. Encore et toujours des responsabilités ! Ainsi sa vie de femme commence sans qu'elle ait pu passer par l'étape jeune adulte avec les apprentissages nécessaires à la construction d'une vie d'adulte apaisée, capable de transmettre des valeurs et des connaissances. Mon constat est sombre, je le sais mais l'histoire colle à tellement de vies brisées qu'il est impossible de ne pas le faire, ce constat.



Une jeune fille congolaise roulant à bicyclette (Photo archive MONUSCO)

Alors, "Autonomisation des filles" bien sûr mais cela nécessite l'obtention d'un enseignement primaire et secondaire de qualité, de recevoir des informations et des services liés à la puberté et à la santé reproductive, de se protéger contre les grossesses non désirées et les maladies sexuellement transmissibles, ainsi que de la violence basée sur le sexe. Les adolescentes ont le droit à une vie sûre, à bonne santé et à une éducation. C'est pourquoi, tous les organismes des Nations Unies, États Membres, organisations de la société civile et acteurs du secteur privé ne seront pas de trop à unir leurs forces et à réaffirmer leur engagement à mettre fin au fléau de la violence à l'égard des adolescentes et promouvoir leur autonomisation.

L'on nous dit que le monde compte aujourd'hui 1,1 milliard de filles. Elles représentent une formidable source d'énergie et de créativité. Je n'aurais pas été la seule à constater que si les filles sont bien accompagnées, elles développent un formidable potentiel. Et investir dans la réalisation du potentiel des adolescentes permet de défendre leurs droits aujourd'hui et d'assurer un avenir plus équitable et plus prospère. Un avenir dans lequel elles auront la part égale à l'autre moitié de l'humanité. ■

Nikky Haley : « les Etats-Unis d'Amérique et la communauté internationale veulent les élections en 2018 »

L'Ambassadrice des États-Unis à l'ONU, Mme Nikki Haley a effectué une visite en RDC, du 25 au 27 octobre. Au cours de ce déplacement, Mme Haley s'est d'abord imprégnée des conséquences de la crise humanitaire et sécuritaire sur les populations dans l'Est de la RDC avant de rencontrer, à Kinshasa, les principaux acteurs de la politique congolaise. Il a demandé notamment à la CENI d'organiser les élections au plus tard en 2018, faute de quoi la RDC ne pourra plus compter sur un quelconque soutien des Etats-Unis et de la communauté internationale.

Par Denise Lukeso et Tom Tshibangu/MONUSCO

Mme Nikki Haley est arrivée à Kinshasa, la capitale congolaise, dans la soirée du mercredi 25 octobre. Le jeudi 26 octobre, elle s'est envolée pour Goma, dans l'Est du pays. Aussitôt arrivée au chef-lieu de la province du Nord-Kivu, la diplomate américaine s'est rendue à Kitchanga, dans le Territoire de Masisi, où elle a rencontrée des femmes déplacées internes. Celles-ci lui ont expliqué les conditions difficiles dans lesquelles elles vivent et exprimé leur désir de retourner chez elles. A l'issue de cette rencontre, Mme Harley a appelé l'ensemble de la communauté internationale à faire ce qui est nécessaire pour permettre aux femmes déplacées de retourner dans leur milieu d'origine.

De retour à Goma, Mme Nikki Haley a rencontré le Commandant de la Force de la MONUSCO, le général Derrick Mgwebi, avant de s'entretenir avec M. David Gressly, Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU en charge des Operations dans l'Est de la RDC. Mais avant de quitter Goma, l'émissaire de Donald Trump s'est rendue au siège de l'ONG CAJED où elle a assisté à une représentation de la Capoeira par des enfants sortis des groupes armés. La Capoeira, ce sport venu du Brésil qui allie la danse aux arts martiaux, est un projet soutenu par l'UNICEF qui aide à détraumatiser ces enfants afin de faciliter leur réinsertion dans la société.

A Kinshasa, le vendredi 27 octobre, l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU a rencontré tous les principaux protagonistes de la crise politique congolaise. Ainsi Mme Nikki Haley s'est entretenue tour à tour avec le président de la Commission électorale indépendante (CENI), les évêques membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et les principaux leaders de l'Opposition. Ces derniers ont exigé la mise en œuvre intégrale de l'Accord de la Saint-Sylvestre, conclu le 31 décembre 2016 sous la médiation de la CENCO, insistant notamment sur la publication d'un calendrier électoral consensuel après consultations de toutes les parties prenantes et la mise en œuvre effective des



Nikki Harley lors de sa visite à la MONUSCO à Goma

mesures de décrispation politique.

Lors de sa rencontre avec les évêques de la CENCO, Mme Haley a demandé qu'ils s'impliquent encore dans la résolution de la crise. Ce qu'ils ont accepté moyennant quelques conditions, notamment l'application de bonne foi et intégrale de l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 ainsi que la publication rapide

d'un calendrier électoral réaliste.

A l'issue de la rencontre avec le président de la CENI, l'envoyée de Donald Trump a indiqué que les Etats-Unis et la communauté internationale veulent les élections en 2018. La non tenue des élections favorise le viol des femmes, l'enrôlement des enfants dans l'armée et bien d'autres problèmes, a estimé Mme Haley, avant déclarer: *"Il est clair que si les élections ne sont pas tenues d'ici 2018, la RDC ne pourra plus compter sur le soutien de communauté internationale et des Etats-Unis"*.

Au cours de sa rencontre avec le président de l'Assemblée nationale, Nikki Halley a appelé le parlement à voter *"le plus rapidement possible"* les lois relatives aux élections.

Mme Halley a également été reçue par le président de la République Joseph Kabila, avant de quitter la RDC. ■

M. David Beasley, Directeur Exécutif du PAM



Le Directeur Exécutif du Programme Alimentaire Mondial (PAM), M. David Beasley, en visite en RDC a conféré avec le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Maman Sidikou, à son bureau du Quartier Général de la MONUSCO, à Kinshasa, le 30 octobre.



Maman S. Sidikou présentant le rapport trimestriel du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'ONU, à New York

Examen sur la situation de la RDC

Insécurité, droits de l'Homme et élections en RDC à l'ordre du jour, au Conseil de Sécurité

La République démocratique du Congo était au centre de l'attention du Conseil de Sécurité de l'ONU, à New-York, le 11 octobre dernier. Auparavant, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un rapport qui passe notamment en revue les principaux faits nouveaux intervenus en RDC, depuis la publication du précédent, le 30 juin 2017, a demandé au gouvernement, à la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et au Conseil national de suivi de l'Accord (CNSA) de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour faire avancer le processus électoral, dans l'esprit de l'Accord du 31 décembre. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC, Maman Sidikou, dans la présentation qu'il a faite du rapport constate que, dans le contexte d'incertitude politique, la situation sécuritaire ainsi que le respect des droits de l'Homme se sont davantage détériorés, dans plusieurs régions de la République démocratique du Congo. Le vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu a participé aux débats.

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

L'impact de la détérioration de la situation sécuritaire sur la vie des populations civiles est clairement visible, a indiqué Maman Sidikou, qui a fait remarquer qu' "au Nord-Kivu, des attaques à répétition des groupes Maï-Maï contre les positions des FARDC se déroulent dans un climat de tensions entre les communautés Hutu et Nande. Les Forces Alliées Démocratiques (ADF) ont également

tenté de s'emparer de plusieurs positions des FARDC. Au Sud Kivu, les groupes Maï-Maï mènent des attaques contre plusieurs positions stratégiques des FARDC, depuis la fin du mois de juin ; les Maï-Maï Yakutumba ont attaqué Uvira et ont pu être repoussés uniquement grâce à une intervention rapide et robuste de la MONUSCO et à une coordination exemplaire avec les FARDC". La province du Tanganyika n'est pas en reste dira M. Sidikou,

où les affrontements entre les milices Twa et Luba ont repris sur fond de recrudescence des activités des Maï-Maï Kata-Katanga et de clivages émergents entre plusieurs milices Twa. Il évoque également la situation sécuritaire qui demeure incertaine dans la partie occidentale du pays, à la suite des affrontements majeurs entre la secte politico-religieuse Bundu Dia Mayala et les forces sécuritaires à Kinshasa et au Kongo

Central. Par ailleurs, notera-t-il *“des incidents violents se poursuivent dans la région du Kasai et sont caractérisés par des affrontements entre les milices Kamuina Nsapu et les forces de sécurité et aussi des conflits interethniques”*, rappelle le Représentant du Secrétaire général de l'ONU en RDC.

Eviter un retour à la violence

Sur la tension politique qui prévaut, dans son rapport, le Secrétaire général de l'ONU relevait qu' *“l'absence de consensus politique quant à la voie à suivre me fait craindre la perte, d'ici la fin de l'année, de la relative accalmie obtenue, dans l'escalade des tensions, par la signature de l'accord. C'est pourquoi, je lance un appel aux signataires de l'accord et au gouvernement – qui a une responsabilité souveraine et, partant, un rôle particulier en la matière – pour qu'ils créent les conditions propices au bon déroulement du processus politique”*. Antonio Guterres se dit convaincu qu'à défaut d'appliquer dans son esprit et sa lettre l'Accord politique et d'en finir avec la transition, la situation ne fera que se détériorer. *“A lui seul, l'appui de l'ONU,*

transparentes, conformément aux dispositions pertinentes de la constitution, si nous voulons asseoir dans la durée les progrès accomplis en RDC et éviter une plongée dans l'instabilité et les conflits, avec toutes les conséquences que cela entraînerait pour le pays, pour la région et au-delà”, a poursuivi Antonio Guterres.

Respect des droits de l'Homme

Un autre des points contenus dans le rapport sur la situation en RDC et la MONUSCO, qui a été également présenté et débattu au Conseil de Sécurité, est la question du respect des droits de l'Homme. Entre les mois de juin et août de cette année, la MONUSCO a relevé 1,329 cas de violations et d'abus des droits de l'Homme, note le chef de la MONUSCO. Il précise que les groupes armés en ont perpétré 533, alors que les acteurs étatiques sont responsables de 769 violations, dont 27% attribués aux forces armées et 24 % à la police nationale. Puisque *“l'impunité ne fait qu'exacerber la violence”*, le patron de l'ONU a exhorté les autorités congolaises à prendre des mesures pour la faire cesser.

d'un budget pour la tenue des élections, la mise en œuvre des mesures de décriminalisation et la garantie du respect des droits et libertés fondamentales sont les principales conditions à remplir pour faire avancer le processus politique”, a affirmé le chef de la MONUSCO. De même que l'a souligné Antonio Guterres, il a rappelé que le soutien des Nations Unies, tout en étant essentiel, ne sera pas suffisant. En effet, les acteurs de la région, notamment l'Union africaine, la Communauté de développement de l'Afrique australe, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et la Communauté économique des États d'Afrique centrale, ont un rôle essentiel à jouer pour aider toutes les parties prenantes en République démocratique du Congo à relever les défis auxquels elles sont confrontées et soutenir les progrès réalisés dans le processus politique en vue de la tenue des élections.

Dans sa conclusion, le chef de la MONUSCO note que : *“ce n'est qu'en travaillant de manière solidaire et en synergie que les obstacles auxquels la République démocratique du Congo se heurte maintenant pourront être surmontés”*. Il a enfin invité les donateurs à fournir un complément de financement humanitaire en faveur du Kasai et pour l'ensemble des interventions humanitaires menées dans le pays.

Calendriers électoral

Les débats au Conseil de Sécurité se sont déroulés en présence du vice-Premier ministre et Ministre des Affaires étrangères, Léonard She Okitundu. Il a promis la *“publication imminente”* du calendrier électoral. Il a cependant pris le soin de préciser qu'il est impossible, selon le président de la CENI, d'organiser les élections cette année. *“Mon pays a bel et bien mis le cap vers les élections. La question que chacun de vous se pose aujourd'hui est celle relative au calendrier électoral. C'est pour répondre à cette préoccupation que le CNSA a procédé conjointement avec la CENI et le gouvernement à une évaluation dudit processus. Le calendrier sera publié incessamment. Pour des raisons d'ordre sécuritaire, logistique, financier et normatif, le président de la CENI a déclaré, il y a quelques mois, que les trois élections couplées, prévues pour décembre 2017, ne pourront pas se tenir à cette date”*. Léonard She Okitundu estime que le report des élections en RDC est aussi le résultat du rejet par l'opposition et du manque de soutien de la communauté internationale à deux projets de calendrier électoral publiés en 2014 et 2015 par la CENI. Il a rappelé que l'Accord du 31 décembre 2016 prévoit aussi le report des élections. ■



Le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères de la RDC, Léonard She Okitundu, lors son intervention

bien que vital, ne suffira pas en l'occurrence. Je prie instamment les acteurs régionaux et internationaux travaillant de concert et sans exclusive de tout faire pour aider la République démocratique du Congo à naviguer entre les écueils qui entravent la route. Il est essentiel que nous reconnaissons tous, à l'unisson, l'importance que revêt une mise en œuvre prompte et intégrale de l'accord, qui aboutisse à la tenue rapide d'élections crédibles et

Comme recommandé par le mandat, Maman Sidikou a confirmé l'engagement de la MONUSCO à soutenir, à travers ses bons offices, les principes de l'Accord du 31 décembre, principes qui représentent la seule voie viable de créer les conditions nécessaires à la tenue d'élections crédibles et apaisées en République démocratique du Congo. “A l'heure actuelle, la publication d'un calendrier électoral réaliste, l'élaboration

Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur la République démocratique du Congo

Le 11 octobre, les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo et Chef de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Les membres du Conseil se sont de nouveau dits préoccupés par la situation actuelle sur le plan politique, humanitaire et de la sécurité compte tenu des difficultés auxquelles se heurtait la mise en œuvre de l'accord du 31 décembre 2016, de la dégradation des conditions de sécurité, en particulier dans la région du Kasaï et dans l'est du pays, de l'augmentation des violations des droits de l'homme, des atteintes à ces droits et des violations du droit international humanitaire dans le pays, ainsi que de leurs conséquences humanitaires, qui touchent les femmes et les enfants de manière disproportionnée. Ils ont souligné la nécessité d'accorder plus d'attention à la situation humanitaire.

Les membres du Conseil ont dit craindre que la République démocratique du Congo et la région ne soient exposées à un risque accru d'insécurité et d'instabilité si les acteurs politiques ne faisaient pas preuve de bonne foi et d'une volonté politique renouvelée d'honorer les promesses qu'ils avaient faites à la population le 31 décembre 2016...

Les membres du Conseil de sécurité ont également réaffirmé leur appui aux efforts déployés par le Représentant spécial du Secrétaire général, la MONUSCO, l'Union africaine et les organisations régionales pour garantir la mise en œuvre intégrale de l'accord du 31 décembre 2016, conformément à sa résolution 2348 (2017). Ils ont engagé les partenaires de la République démocratique du Congo à continuer d'appuyer les efforts sincères que faisaient les parties prenantes nationales pour mettre intégralement en œuvre l'Accord...

Les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé que la mise en œuvre effective, rapide et opportune de l'accord du 31 décembre 2016 était essentielle à un processus électoral crédible et à la paix et à la stabilité de la République démocratique du Congo... Ils ont demandé qu'un calendrier électoral réaliste soit publié d'urgence, dans le respect de l'esprit de consensus qui avait prévalu lors de la signature de l'accord. Ils ont à nouveau demandé que soient intégralement appliquées les mesures de confiance convenues au chapitre V de l'accord du 31 décembre 2016, dont certaines n'avaient toujours pas été mises en vigueur.

Les membres du Conseil se sont félicités des mesures prises par la Commission électorale nationale indépendante (CENI), en vue d'achever l'inscription sur les listes électorales, avec l'appui actif de la MONUSCO. Ils se sont félicités de l'offre faite par la Communauté de développement de l'Afrique australe, l'Organisation internationale de la Francophonie, l'Union africaine et l'Union européenne, ainsi que l'ONU en vue de la constitution d'une équipe coordonnée d'experts pour appuyer la préparation des élections et veiller

notamment à ce que les femmes y participent pleinement, sur un pied d'égalité.

Les membres du Conseil ont demandé de nouveau à tous les acteurs congolais d'œuvrer à la préservation des gains encore fragiles, obtenus sur la voie de la paix et de la stabilité en République démocratique du Congo; ils ont souligné la responsabilité que porte chacune des parties politiques congolaises...

Les membres du Conseil ont réaffirmé qu'il incombait au premier chef au Gouvernement de la République démocratique du Congo de protéger les civils sur son territoire; ils ont souligné qu'il importait de respecter pleinement les droits de l'homme et de redoubler d'efforts pour lutter contre l'impunité en République démocratique du Congo, notamment au vu du meurtre présumé de civils par des acteurs étatiques et non étatiques et du recours disproportionné à la force par des membres des forces de sécurité. Ils ont souligné qu'il importait d'ouvrir de toute urgence des enquêtes promptes et transparents sur les violations du droit international humanitaire et des violations des droits de l'homme et d'atteintes à ces droits dans la région du Kasaï. Ils ont déclaré à nouveau leur intention de suivre de près la progression des enquêtes sur ces violations et atteintes, y compris les enquêtes menées conjointement par le Gouvernement de la République démocratique du Congo, la MONUSCO et le Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'Homme en République démocratique du Congo, afin de faire traduire en justice et de faire répondre de leurs actes tous les responsables.

Les membres du Conseil se sont dits inquiets de la recrudescence des activités des groupes armés dans l'est de la République démocratique du Congo, y compris la flambée récente de violence contre les populations locales et les forces armées de la République démocratique du Congo, ce qui a aggravé les violences interethniques et suscité de nouveaux déplacements. Ils ont souligné qu'il fallait de toute urgence accorder un accès sûr et sans entrave aux agents humanitaires.

Les membres du Conseil ont pris note de l'examen stratégique de la MONUSCO. Ils se sont félicités de ce qu'il porte principalement sur deux priorités énoncées par le Conseil dans sa résolution 2348 (2017), ainsi que sur la nécessité de veiller à accroître l'efficacité de la Mission, et ils ont accepté d'examiner de près les recommandations formulées par le Secrétaire général. Ils ont déclaré à nouveau leur plein soutien au Représentant spécial du Secrétaire général et à la MONUSCO. Les membres du Conseil sont conscients des contraintes financières auxquelles la Mission fait face. ■

L'exigence d'un calendrier électoral pour baliser la voie vers des élections crédibles et apaisées

Pour faire avancer le processus électoral en RDC, il faut notamment que soit publié rapidement un calendrier électoral permettant d'éclairer le chemin vers des élections crédibles et apaisées. Cette exigence a été évoquée lors de la réunion tripartite CENI-CNSA (Conseil National de suivi de l'Accord de la Saint-Sylvestre)-Gouvernement qui s'est tenue à Kinshasa du 14 au 18 octobre ; puis lors de la rencontre de Brazzaville qui a réuni les 13 pays signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région des Grands Lacs, l'ONU, l'Union africaine, la CIRGL, la SADC ainsi que les observateurs de la communauté internationale ; et enfin lors de la visite en RDC de Nikki Haley, Représentante Permanente des Etats-Unis auprès des Nations Unies.

✉ Par Theophane Kinda/MONUSCO

La tripartite CENI-CNSA-Gouvernement, dont on attendait un signal fort pour donner un coup de pouce au processus électoral qui reste quelque peu grippé, s'est achevée sur une recommandation appelant à la publication d'un calendrier électoral le plus rapidement possible afin d'aller vers des élections paisibles et crédibles et le souhait de voir lancé l'enrôlement des Congolais de la diaspora. A l'issue de cette rencontre, le Premier ministre Bruno Tshibala a estimé que "la CENI dispose maintenant de tous les éléments nécessaires pour préparer et publier le calendrier électoral en vue de paver et de baliser le chemin qui va conduire le peuple congolais vers les meilleures élections de l'histoire récente de notre pays". Il a réaffirmé la détermination de son gouvernement de débloquent tous les moyens nécessaires à l'organisation des élections et invité la communauté internationale à honorer ses propres engagements à l'égard de ce processus.

Cependant, ces promesses ne rassurent pas l'Opposition politique notamment le Rassemblement conduit par Félix Tshisekedi, qui a rappelé que l'Accord politique de 31 décembre 2016, qui prévoit la tenue des élections avant le 31 décembre 2017, est toujours valide et qu'il ne tolérerait pas que le président Joseph Kabila demeure

au pouvoir après cette date. Il a rejeté l'idée d'un report des élections en 2019, la CENI ayant laissé entendre qu'aucun scrutin ne serait possible avant cette date.

Lors du sommet de Brazzaville, les chefs d'Etats membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), réunis autour du thème : "Accélérer

crédibles et paisibles avec l'appui de la communauté internationale.

Le sommet a appelé à la mise en œuvre rapide de l'Accord Politique Global et Inclusif signé le 31 décembre 2016 à Kinshasa, en RDC et recommandé le maintien et le renforcement des opérations militaires que mènent les FARDC avec l'appui de MONUSCO, en vue de neutraliser tous les groupes armés, en particulier l'ADF et les FDLR.

Enfin, la représentante des Etats-Unis à l'ONU, Nikki Haley, arrivée à Kinshasa le 25 octobre, a surtout réitéré la position des Etats-Unis qui insistent également sur la publication d'un calendrier électoral et l'organisation des élections crédibles, en 2018.

Les mois à venir seront donc déterminants dans le dénouement de l'imbricatio politique dans lequel la RDC s'est enlue. La tripartite CENI-CNSA-Gouvernement, la rencontre de haut niveau de la CIRGL et la visite de l'ambassadrice des Etats-Unis à l'ONU montrent à suffisance l'importance accordée à l'organisation rapide des élections, qui pourrait être le déclencheur d'une paix durable en RDC. C'est aussi le principe de base prôné par la MONUSCO qui encourage fortement la publication rapide d'un calendrier électoral, ceci dans l'esprit et le respect de l'Accord de la Saint Sylvestre. ■



De gauche à droite : le président du CNSA Joseph Olenghankoy, le Premier ministre Bruno Tshibala et le président de la CENI Corneille Nangaa, lors de la tripartite

la mise en œuvre du Pacte en vue d'assurer la Stabilité et le Développement dans la Région des Grands Lacs", ont évalué la mise en œuvre de l'Accord-cadre d'Addis Abeba (Ethiopie). Constat amer : l'accord conclu en 2015, sous l'égide de l'Union africaine, n'a vu que peu de résultats. D'où la recommandation clé issue de ce sommet reste celle encourageant fortement la RDC à organiser des élections

Nord-Kivu

Fermeture des bases de la MONUSCO à Walikale, choix cornélien mais défi relevé

Une mission mixte de la MONUSCO et du gouvernement provincial s'est rendu le 17 octobre à Walikale pour évaluer les défis sécuritaires, près de deux mois après le démantèlement des bases de la MONUSCO au Nord-Kivu. Depuis le 3 août 2017, la Brigade de la MONUSCO du Nord-Kivu a mis en place un système de bases opérationnelles temporaires, à Masisi -Centre, Lukweti et Nyabiondo dans le Territoire de Masisi ainsi qu'à Ntoto, Buleusa et Kabalo dans le Territoire de Walikale. Les Déploiements de Combat Mobiles ont été mis en place à la suite de la fermeture des 5 bases fixes dans la province du Nord-Kivu, en vue d'assurer la flexibilité et la mobilité. Pour l'administrateur du territoire, deux défis majeurs sont à relever: l'enclavement du territoire et l'activisme des groupes armés.

Par Martha Biongo/Sy Koumbo/MONUSCO

Le nouveau dispositif opérationnel consiste à mettre l'accent sur la flexibilité et la mobilité lors des interventions militaires conformément à la stratégie nouvellement adoptée. Il comporte des patrouilles à longue portée, des patrouilles de démonstration de présence, la surveillance aérienne et le déploiement rapide en cas d'incident sécuritaire. En optant pour le changement de son mode opératoire, la MONUSCO continue de remplir son mandat qui est d'appuyer les autorités congolaises dans leurs efforts de protection des civils. La Brigade du Nord-Kivu a entrepris une série de missions sur le terrain dans les zones touchées pour s'entretenir avec les populations et mieux comprendre le

contexte socio-sécuritaire. La fermeture de ces bases avait causé un tollé général au sein des populations civiles qui, à travers des associations locales et leurs représentants au sein des Assemblées Provinciales et Nationales, avaient accusé la MONUSCO d'abandonner les populations vivant dans des territoires non encore totalement pacifiés suite aux activités des groupes armés. Les hautes autorités de la MONUSCO, ont expliqué que cette fermeture ne signifie en aucun cas l'abandon des populations mais tout juste un changement de mode opérationnel qui prend en compte l'ajustement de l'effectif sa force de 20.000 à 16.200, à la suite de la coupe budgétaire opérée.

Implication des composantes

Dans le souci de réussir la mise en œuvre de cette nouvelle stratégie, les autres sections de la Mission, dont les Droits de l'Homme, la Police, la Protection de l'Enfance, et la Section des Affaires civiles (CAS), sont impliquées dans le cadre des missions conjointes visant une meilleure protection des civils. Avec l'aide des Assistants de liaison communautaire, elles organisent des activités de sensibilisation communautaire pour la protection des acteurs humanitaires et des populations. CAS Goma a organisé des réunions de sensibilisation sur le terrain et pris part à des programmes/interviews sur les ondes de Radio Okapi dans le cadre d'une stratégie de communication en direction des autorités locales et provinciales, de la société civile et de acteurs de la protection, ainsi que des populations et des humanitaires. L'objectif de cet exercice était d'apporter des éclaircissements sur le processus de la fermeture des bases, de répondre aux préoccupations des populations, d'identifier les risques et les mesures d'atténuation et d'impliquer les acteurs dans le



Des casques bleus en patrouille motorisée



Une patrouille pédestre conjointe MONUSCO-FARDC

processus transitionnel. En collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, CAS veille à ce que les mécanismes de coordination inter-ethniques (Baraza intercommunautaire, Noyaux de Paix, Paillotes de Paix) soient effectivement installés et fonctionnels pour prévenir et résoudre les tensions communautaires. La Section des Affaires Civiles identifie les zones à risque prioritaires, tels que les points chauds dans les territoires où les bases ont été fermées et coordonne avec les compagnies de téléphonie (Vodacom, Airtel) et les partenaires impliqués dans les travaux de réfection des routes pour renforcer le réseau/la couverture cellulaire et améliorer l'état des routes.

Comités locaux de protection

Les activités Post-fermeture et les prochaines étapes prévoient, entre autres, que CAS, avec d'autres sections de la MONUSCO, la Force, les partenaires du gouvernement et l'Equipe Pays des Nations Unies prenne part aux visites périodiques post-fermeture de terrain, afin d'évaluer la mise en œuvre des mesures d'atténuation et la mise au point de la Protection des civiles. Bien avant la fermeture, il a été, par exemple, procédé au renforcement des mécanismes de protection des civiles à travers les comités locaux de protection dont Walikale compte au moins 28. Plusieurs ateliers ont été organisés pour renforcer leurs capacités dans le domaine. D'autre part le partenariat avec la société de téléphonie mobile, VODACOM a été aussi renforcé pour étendre sa couverture téléphonique là où elle n'est pas présente dans le Walikale. Ça a été le cas à Lushebere. Cette extension de la couverture téléphonique permet de multiplier les numéros verts qui permettent aux comités

locaux de saisir rapidement les services de sécurité; que ce soit les FARDC, la PNC ou la Force de la MONUSCO en cas de nécessité.

Travail d'explication

Par ailleurs, le Commandant adjoint de la Force, le général Bernard Commins a du se prêter à un débat public organisé fin juillet à Walikale par Radio Okapi, dans le cadre de son émission "parole aux auditeurs" pour faire comprendre aux populations que la Force continuera à dérouler son mandat dans le Walikale comme il se doit. En effet si, avec la fermeture des bases, la Force ne peut plus être de manière permanente et physiquement partout, elle va mettre en place ce qu'elle appelle système de bases opérationnelles temporaires, pour intervenir le plus rapidement possible en cas de nécessité. Et depuis la fermeture de ces bases, plusieurs SCD ont été déjà mis en place dans le Walikale et le Lubero, notamment à Buleusa, localité à cheval entre les deux territoires, lorsque les Maï Maï du NDC-Guidon et Mazembe se battaient et mettaient en danger la sécurité des civils. Ces SCD peuvent durer autant de jours que cela est nécessaire. Ils sont généralement accompagnés de civils qui peuvent directement interagir avec les populations locales afin d'analyser et de comprendre très rapidement le contexte socio-sécuritaire. Aujourd'hui, le commandant du sous-secteur opérationnel des FARDC à Walikale, le colonel Joseph Mugisa Muleka assure que "l'axe Walikale demeure actuellement l'un des secteurs opérationnels les plus calmes, la plupart des groupes armés ayant été délocalisés avec les opérations". ■

La MONUSCO renforce son dispositif à Beni

Suite aux récentes attaques perpétrées par des présumés éléments de l'Alliance des forces démocratiques (ADF) dans le Territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, la Force de la MONUSCO, en appui aux forces de défense congolaise, a été amenée à opérer de fréquents déploiements, conformément à son mandat de protection des civils dans les zones caractérisées par un regain de violence. Deux Casques bleus ont été tués lors d'une attaque d'une position de la Force.

C'est dans ce contexte que, face à la résurgence des attaques perpétrées depuis quelques semaines par des éléments présumés appartenir à l'Alliance des forces démocratiques (ADF), la Force de la MONUSCO a mis en œuvre un dispositif sécuritaire capable de répondre aux attaques et de maintenir une forte pression sur les groupes armés afin d'assurer la protection de la population et d'intervenir en appui aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC).

Il faut rappeler que, tôt le matin du 9 octobre 2017, un groupe de combattants présumés de l'ADF a attaqué l'une des positions de la Force de la MONUSCO dans la localité de Mamundioma (province du Nord-Kivu). La MONUSCO a repoussé cette attaque au cours de laquelle deux Casques bleus ont perdu la vie tandis que plusieurs autres ont été blessés. Ces blessés ont été évacués vers Goma pour y recevoir des soins médicaux appropriés.

En réponse, la Mission onusienne a immédiatement déployé sur les lieux une force de réaction rapide et des hélicoptères d'attaque, afin de sécuriser la zone, d'assurer la liberté de mouvement de la population civile et de protéger les villages voisins de Kamango et Mbau. Et ceci dans le but de contrer d'éventuelles nouvelles attaques et de limiter les mouvements et activités des groupes armés. Avec ce dispositif, plus d'une dizaine de frappes aériennes ont été effectuées sur les positions de l'ADF par



Le Général Bernard Commins avec des responsables des FARDC à Beni

des hélicoptères d'attaque de la MONUSCO. Ces frappes conjuguées à des opérations offensives robustes et terrestres ont permis de contrôler la situation, et de sécuriser et restaurer la liberté de mouvement de la population le long de l'axe Mbau-Mamundioma-Kamango.

Il faut noter que ce dernier incident est intervenu après une précédente attaque survenue le dimanche 8 octobre 2017 dans la même région où des éléments présumés de l'ADF ont tendu une embuscade à un convoi de civils circulant à moto sur la route entre Kamango et Mbau. Le Commandant Adjoint de la Force de la MONUSCO, le Général de Division Bernard Commins, s'est rendu les 9 et 10 octobre 2017 à Beni, où il s'est longuement entretenu avec les responsables militaires onusiens et les hautes autorités congolaises sur les opérations à mener pour combattre les actions néfastes de ces groupes armés et assurer la protection des civils. C'est à l'issue de ces entretiens que lesdites frappes ont été effectuées sur les positions de l'ADF avec des hélicoptères d'attaque et que d'autres mesures ont été prises pour renforcer la Force de la MONUSCO dans la région de Beni. ■



Cérémonie d'hommage aux deux Casques bleus tanzaniens tués lors de l'attaque contre une position de la MONUSCO à Mamundioma

Uvira

David Gressly rassure les populations



David Gressly répond aux questions des journalistes lors de sa visite à Uvira

Le 05 octobre, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies en charge des opérations, M. David Gressly a effectué une visite de terrain à Uvira, dans le Sud-Kivu, pour s'enquérir de la situation sécuritaire sur le terrain et rassurer la population d'Uvira ainsi que le personnel des Nations Unies. Accompagné du Général Bernard Commins, l'adjoint au Commandant de la Force de la MONUSCO et du chef du bureau de la MONUSCO au Sud-Kivu M Karna Soro, M. Gressly a assisté à un exposé sur la situation sécuritaire, une semaine après l'attaque de la ville d'Uvira par les miliciens de Yakutumba, une attaque repoussée par les FARDC et la Force de la MONUSCO.

✎ Par Bilamekaso Tchagbele/MONUSCO

Après avoir pris connaissance des dernières dispositions prises pour assurer la protection de la population, M Gressly est parti à la rencontre des autorités congolaises locales : les généraux Léon Mushale et Bwange Safari, respectivement commandant de la 3eme zone de défense et commandant des opérations sokola 2. Ces derniers ont saisi l'occasion pour remercier la MONUSCO pour son appui dans le cadre du partenariat avec les FARDC qui a permis une prompt réaction.

Aux membres du comité local de sécurité d'Uvira qu'il a rencontré au bureau du territoire, M. Gressly a expliqué le contexte actuel dans lequel la MONUSCO exécute son mandat, un contexte fait de réduction des ressources et le besoin de trouver de nouvelles

stratégies qui s'adaptent à la nouvelle donne. Il s'agira par exemple, a dit M. Gressly, de travailler sur la mobilité de la force capable de se déployer très rapidement pour protéger la population civile. Toutes ces réformes s'opèrent en parfaite collaboration avec les forces de sécurité nationales pour une meilleure efficacité.

Face à la presse et à la question de savoir si la dernière intervention de la MONUSCO n'a pas été au-delà de son mandat, comme pense une certaine frange de la population qui estime que Yakutumba est un libérateur, le Représentant spécial adjoint a été clair : *"toute attaque visant la population civile est inacceptable. Notre mandat nous demande de protéger les populations civiles et c'est que nous avons fait les 27 et 28 septembre en appuyant les FARDC pour repousser l'attaque des miliciens et nous sommes déterminés et engagés à continuer dans ce sens"* Lors de la rencontre avec la presse locale, le Représentant spécial adjoint a également insisté sur la collaboration entre la population et les forces de

sécurité du pays pour une bonne prévention de certains événements.

A la suite de cette rencontre avec les membres du Comité de sécurité, M Gressly s'est rendu à l'hôpital général de référence et à la prison centrale d'Uvira. A l'hôpital d'Uvira qui accueille quelques blessés des derniers événements, M Gressly est allé leur souhaiter une prompt guérison et apporter son encouragement au personnel soignant et administratif. A la prison d'Uvira, M. Gressly s'est rendu compte des réalisations de la MONUSCO pour améliorer le vécu quotidien des détenus et préparer leur réinsertion future dans la société.

Une rencontre générale avec tout le staff de la MONUSCO Uvira a mis fin à la journée de visite très chargée du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies. M. David Gressly a félicité le personnel pour son engagement dans le travail de protection des civils. Il l'a rassuré du soutien et des efforts du leadership de la mission pour de meilleures conditions de travail. ■



Le Général Awale ABDOUNASIR (g) remettant un lot de documents didactiques Commissaire Général Adjoint de la PNC en charge de l'Appui et Gestion

Commissaire Divisionnaire BENGAMA Céléstin : « La vulgarisation des textes légaux et réglementaires de la Police Nationale Congolaise a amélioré le comportement de nos hommes »

Le mardi 24 octobre 2017 a eu lieu la cérémonie de remise de livrets, posters, modules de formation, code pénal et code de procédure pénale à la Police Nationale Congolaise, par le Général Abdounasir Awalé, chef de la Composante Police de la MONUSCO, au Commissaire Général Adjoint en charge de l'Appui et Gestion, Céléstin Bengama.

Par Nouko Gwemy Ange/UNPOL MONUSCO

“**L**orsque j'étais en service dans la Province de Mai-ndombe, j'ai constaté que nos hommes commettaient des fautes le plus souvent par ignorance des textes. Mais la vulgarisation des textes légaux et réglementaires de la Police Nationale Congolaise aide à améliorer progressivement le comportement de nos hommes sur le terrain". Tels sont les propos tenus par le Commissaire Divisionnaire Bengama Céléstin, Commissaire Général adjoint de la PNC, en recevant un total de 21 000 exemplaires du module de formation, 30 000 exemplaires du Code pénal et du Code de procédure pénale, 4000 livrets et 4000 posters. Il a salué l'engagement de la Composante Police de la MONUSCO, dans le soutien constant apporté à la Police Nationale Congolaise.

Avant son intervention, c'est le Directeur du Service Juridique et du Contentieux de la PNC qui a situé le contexte de cette cérémonie. Il a rappelé que de nombreux policiers sur le terrain méconnaissent ou ignorent les textes fondamentaux qui régissent l'action de la Police nationale congolaise. Et pour pallier cette situation qui ternit l'image de la police, avec pour

conséquence la perte de confiance des populations, qu'elle est censée protéger, il est apparu plus que nécessaire pour le Service juridique et du Contentieux, d'entreprendre de vulgariser tous les textes légaux et réglementaires de la réforme auprès des policiers.

L'objectif est de former et sensibiliser les policiers sur la mise en application des textes légaux et réglementaires pour les rendre plus aptes à assumer efficacement leurs missions, conformément à l'éthique et la déontologie, dans le strict respect des droits de l'Homme, lors des interventions ou pendant l'accueil des citoyens dans les locaux de Police.

En répondant donc à la sollicitude de la Direction du Service Juridique et du Contentieux de la PNC, le Général Awalé Abdounasir, Chef de la Composante Police MONUSCO a exprimé sa satisfaction de pouvoir remettre au nom de la MONUSCO, cet important lot de documents didactiques pour la formation des agents de la PNC. C'était en présence du Directeur adjoint de la Division des Droits de l'Homme et du Chef de l'Unité Réforme du Secteur de la Sécurité de la MONUSCO. ■

La RDC élue au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU : un encouragement à mieux faire ?

La République démocratique du Congo a été élue, le lundi 16 octobre, membre du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies. Le pays a obtenu 151 voix sur 193 votants. Le Congo-Kinshasa intègre ainsi cette organisation pour les trois prochaines années à dater du mois de janvier 2018. Encouragement à mieux faire ou chance pour la RDC d'améliorer son image en matière de protection et de promotion des droits de l'homme? Les deux questions peuvent en effet être posées car ce vote qui donne à la RDC le droit de siéger au sein de cette Institution, a été largement contesté notamment par des ONG des droits de l'Homme. Selon elles, ce pays ne serait pas un modèle en la matière.

✉ Par Aissatou Laba Toure/MONUSCO

En réaction, le gouvernement congolais se félicite de cette nouvelle. Marie Ange Mushobekwa, la Ministre congolaise des Droits humains, estime que les pays qui siègent au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ne sont pas tous exemplaires en la matière. *"D'ailleurs si le Conseil a été créé c'est pour permettre la promotion et la protection des droits de l'Homme dans les Etats, dans tous les pays du monde. Même si tout n'est pas parfait dans notre pays, nous n'allons pas non plus dire que notre pays est un enfer"*, se défend Marie Ange Mushobekwa. La Ministre fait par ailleurs remarquer : *"lorsque nous savons que chez nous les associations telle que LUCHA, peuvent s'exprimer et qu'on peut avoir plus de 600 partis politiques et 300 stations radios, plus de 60 chaînes de télévision qui émettent en clair, nous pensons qu'il est important que nous puissions siéger au Conseil des droits de l'Homme et que nous puissions apporter une influence positive au sein de cette institution"*.

Elle réagissait ainsi à la démarche entreprise par plusieurs ONG des droits de l'Homme, notamment Human Rights Watch (HRW) qui avait appelé les Etats membres de l'ONU à ne pas voter en faveur de la RDC lors de prochaines élections du Conseil des droits de l'Homme à cause «des violations généralisées des droits humains, commises par le gouvernement et de son manque de coopération avec les mécanismes des Nations Unies» dans le domaine des droits humains. Mieux, le 12 octobre, 157 ONG congolaises ont appelé les Etats membres de l'ONU à rejeter cette candidature, affirmant que voter pour la RDC *"enverrait un mauvais signal pour un pays qui est loin d'être exemplaire"* en matière de droits humains.

Qu'à cela ne tienne, il faut noter qu'être désigné pour siéger à ce Conseil n'est ni



Une vue d'une plénière du Conseil des droits de l'Homme, à Genève.

un trophée qu'on brandit, ni un satisfecit et cela ne signifie pas non plus que le pays est indemne de tout reproche. Nous croyons que c'est un appel fait aux autorités congolaises pour améliorer ses relations avec les organismes et activistes des droits de l'Homme et tenter de sortir de la liste des pays les moins bien notés au regard de la situation des droits de l'Homme. Il peut même aller au-delà et se poser en modèle, il lui suffira juste de tenir la promesse faite pas sa Ministre des droits de l'Homme : *"nous comprenons par-là que nous œuvrerons davantage en faveur de la protection et de la promotion des droits humains"*. Faut-il encourager alors de telles nominations au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU ? Ayons le courage de dire oui car quelques années auparavant, l'Arabie Saoudite était

à la même place que la RDC aujourd'hui, vilipendée par les associations de droits de l'Homme mais l'on constate que des efforts ont été accomplis, parmi lesquels la reconnaissance du droit des femmes à conduire une voiture. Vu d'ici c'est peu mais quelle grande avancée pour ces femmes qui étaient obligées, au quotidien, d'avoir toujours un homme à leur côté, où qu'elles aillent, quoiqu'elles fassent!

Pour rappel, le Conseil des droits de l'Homme des Nations unies a été créé par l'Assemblée générale de l'ONU, le 15 mars 2006, avec pour objectif principal d'aborder des situations de violations de droits de l'Homme et d'émettre des recommandations à leur encontre. Il sert de forum pour identifier, relever et réagir aux problèmes actuels des droits de l'Homme. ■



La princesse Caroline de Monaco entourée d'enfants qui chantent, à l'hôpital Heal Africa de Goma, au Nord-Kivu

Visite en RDC de la princesse Caroline de Monaco : « Ensemble pour la RDC »

Son Altesse Royale, la Princesse de Hanovre a effectué une visite en République Démocratique du Congo (RDC), du 24 au 28 septembre 2017, en sa qualité de Présidente de l'Association Mondiale des Amis de l'Enfance (AMADE-Mondiale), une ONG basée à Monaco, créée par sa mère, la Princesse Grace de Monaco, en 1963 et engagée dans la protection de l'Enfance à travers le monde. Durant son séjour en RDC, la Princesse Caroline a visité une série de projets de coopération, cofinancées par l'AMADE-Mondiale et mise en œuvre à Kinshasa, à Gbadolite et à Goma.

✉ Par Jean-Pierre Elali Ikoko/Radio Okapi

Le 25 septembre, à Kinshasa, la Princesse s'est rendue au centre "Vivre et Travailler Autrement" (VTA), une institution dédiée à l'accueil, à la protection et à la réinsertion sociale de jeunes filles jetées à la rue, suspectées par leur famille ou la société d'être des sorcières. Le partenariat entre les deux institutions a été établi en 2013 et les fonds mis à disposition depuis lors ont permis d'assurer la rénovation des bâtiments ainsi que la prise en charge intégrale de 30 jeunes filles accueillies au sein du centre. Caroline de Monaco s'est également arrêtée à l'Espace Culturel et d'Art Contemporain de TEXAF Bilembo, où elle a rencontré 50 élèves des classes de 6ème année primaire des écoles

de Mushie et de Lisanga. Ces élèves âgés de 12 ans ont participé simultanément à 3 ateliers pédagogiques, axés sur des jeux les sensibilisant aux enjeux de la biodiversité en RDC, à l'identité culturelle ainsi qu'à la protection de l'environnement. En compagnie de la Princesse, ces enfants ont découvert le court métrage "Debout Kinshasa!" et un épisode de la série "Les Petits Métiers de Kinshasa". Dans le même espace, la Présidente de l'AMADE-Mondiale a assisté au vernissage de l'exposition "Génération Congo" du photographe William Dupuy, envoyé pour réaliser des portraits d'enfants congolais bénéficiaires de divers projets soutenus par l'ONG monégasque en RDC. Le même jour, la Présidente de l'AMADE-

Mondiale a visité le Bureau Régional du Haut-Commissaire des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), pour s'enquérir de la situation des personnes déplacées internes et réfugiés en RDC et plus spécifiquement de la situation des femmes et des enfants dans le pays.

Une usine pour la dignité

Le 26 septembre, la Princesse s'est rendue à Gbadolite où elle a présidé l'inauguration de la première usine de fabrication de protections hygiéniques en RDC. Ce projet, intitulé "Dignité pour les femmes", est le résultat d'une collaboration entre l'AMADE-Mondiale, deux agences de l'ONU (UNHCR et ONU-Femmes) et l'Ambassade



A Heal Africa, la princesse prend part au lancement d'un projet « Ensemble pour les femmes », qui prévoit la construction d'un centre dédié exclusivement au traitement des filles et des femmes

déplacées internes afin que leur dignité leur soit rendue.

Lutte contre les violences sexuelles

Durant son séjour à Goma, les 27 et 28 septembre, La Princesse de Hanovre a visité l'hôpital HEAL Africa, une institution fondée par le Dr Jo Lucy, dédiée au traitement médical et psychologique des filles, des adolescentes et des femmes victimes de violences sexuelles. La Présidente de AMADE-Mondiale a assisté à la présentation du projet « Ensemble pour les femmes », qui prévoit la construction d'un centre dédié exclusivement au traitement des filles, des adolescents et des femmes. À cette occasion, un accord de collaboration a été signé entre l'hôpital et l'ONG monégasque, en vue de recueillir des fonds permettant à cette initiative de voir le jour.

du Brésil en RDC, avec l'appui de la Sofibanque, qui ont tissé un partenariat avec l'ONG ougandaise T4Africa. L'unité de production emploiera une centaine de femmes qui participeront à toutes les étapes de la production. Cette serviette hygiénique, composée de matériaux locaux naturellement absorbants, n'utilise pas d'éléments chimiques. La création de cette unité de production, sous forme d'activités génératrices de revenus au sein du camp est une réponse à la demande qui avait été faite à la Princesse Caroline de Hanovre, lors de sa visite au camp de déplacés internes de Mungote, dans la province du Nord-Kivu, en 2016. Le 27 septembre 2017, elle s'est rendue dans ce camp de déplacés où elle a distribué une partie de la production de l'usine de Gbadolite, répondant ainsi à l'appel que lui avaient lancé ces femmes



La princesse de Hanovre s'entretient avec les femmes déplacées du camp de Mungote, au Nord-Kivu



Au camp de déplacés de Mungote, la princesse caresse tendrement la joue d'un bébé qui dort paisiblement dans les bras de sa maman toute souriante

La présidente de AMADE-Mondiale a également participé à la première "Cérémonie de Baptême et de Passation des Cordes" de la région l'Est de la RDC, dans le contexte du programme "Capoeira pour la Paix". Ce projet a pour objectif de renforcer le processus de réinsertion sociale des enfants démobilisés des groupes armés à travers l'accès à la pratique de la capoeira. Ce programme initié par l'AMADE-Mondiale est exécuté conjointement entre l'Ambassade du Brésil en RDC et l'UNICEF, avec l'appui des Gouvernements du Canada et de la Suisse. La "Cérémonie de Baptême et de Passation des Cordes" a été cofinancée par l'AMADE-Mondiale, la Sofibanque, l'UNICEF et l'Ambassade du Brésil. Cette visite a permis à la Princesse de se rendre compte des avancées, certes, par rapport aux actes posés mais aussi des besoins immenses. Aussi a-t-elle promis de poursuivre le plaidoyer pour la RDC. ■

Commémoration de la Journée mondiale des Nations Unies Maman Sidikou : « Nous nous engageons à poursuivre sans relâche notre travail au bénéfice des populations congolaises »

La Journée des Nations Unies a été célébrée le 24 octobre, jour anniversaire de l'entrée en vigueur de la Charte des Nations Unies en 1945. A cette occasion, le Représentant spécial du Secrétaire général en République démocratique du Congo, Maman Sidikou, a salué le partenariat de longue date qui unit l'ONU à la RDC, afin d'accompagner ce pays dans sa quête de paix, de stabilité et de développement durable.

Par Tom Tshibangu/MONUSCO

« Célébrer les Nations Unies en République démocratique du Congo, c'est d'abord et avant tout saluer le partenariat qui unit l'ONU à la RDC depuis les premières heures de l'indépendance de ce pays en 1960 et ceci afin de l'accompagner vers la paix, la stabilité et le développement durable », a déclaré le Chef de la MONUSCO. Aussi a-t-il rendu hommage au travail des équipes de la MONUSCO et de 21 agences, fonds et programmes au service du peuple congolais. « Chaque jour, les Casques bleus interviennent pour protéger les populations civiles menacées par des groupes armés. Chaque jour, des travailleurs humanitaires apportent de l'assistance aux personnes dans le besoin, dans des conditions souvent difficiles », a expliqué Maman Sidikou, avant de rappeler notamment la mobilisation de l'ONU, ces derniers mois pour redonner de l'espoir aux habitants de la région du Kasai, qui a connu des vagues de violence.

En outre, a poursuivi M. Sidikou, l'ONU accompagne au quotidien la RDC dans la mise en œuvre des Objectifs de développement durable.

Finalité des interventions de l'ONU

Le Secrétaire général des Nations Unies, dans son message à l'occasion de cette Journée, a défini le sens et la finalité des interventions de l'ONU. Pour M. Antonio Guterres, les problèmes du monde n'ont pas de frontières et il nous faut « dépasser nos différences si nous voulons transformer notre avenir ». « Lorsque nous aurons donné à tous les peuples la possibilité de jouir de leurs droits humains fondamentaux et de vivre dans la dignité, ces mêmes peuples seront les artisans de l'édification d'un monde pacifique, durable et juste »,

a déclaré le chef de l'ONU, en appelant la communauté mondiale à concrétiser cette aspiration. Et son Représentant spécial en RDC, Maman Sidikou, d'ajouter : « Nous faisons de cette aspiration la nôtre et nous nous engageons à poursuivre sans relâche notre travail au bénéfice des populations congolaises ».

La Journée a été célébrée comme il se doit en RDC. A Kinshasa, une journée d'information autour du fonctionnement et du travail des Nations Unies a été organisée, puis une journée « portes ouvertes » sur les Objectifs de développement durable (ODD) au profit d'au moins 900 élèves de deux écoles de la capitale. Notons qu'une séance similaire d'information sur la présence et le travail des Nations Unies en RDC, a été également organisée au Collège Mwangaza. A Kalemie, dans le Tanganyika. Plus de 150 élèves, garçons et filles, de même que le Corps enseignant ont pris part à cette séance au cours de laquelle les ODD ont été aussi expliqués. De même à Lubumbashi, Haut Katanga, la Division de la Communication stratégique et de l'Information publique (DCSIP), la section des Affaires civiles (CAS), le PAM, l'Unicef, OCHA et FAO (Fonds des Nations Unies pour l'Agriculture) ont commémoré la Journée de l'ONU, « pour rendre visible le travail de la MONUSCO, des Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies en RDC ». Environ 300 personnes venues des organisations et institutions étatiques, des universités, des associations de jeunes et des femmes ont assisté à cette commémoration.

Elles étaient également plus de 300 personnes, dont les autorités locales, des acteurs de la société civile, des représentants des Organisations Non Gouvernementales (ONG) qui ont pris part, à Butembo au Nord Kivu, à « la fête des Nations Unies ». Dans cette zone, une toile de la Paix a été initiée à cet effet, toile qui sera peinte par plusieurs bonnes volontés, pour conscientiser la population sur l'art et la paix. ■



Le chemin vers la réussite

Les élèves finalistes veulent l'emprunter grâce aux expériences du personnel féminin de la MONUSCO

“Réussir, c’est possible: le personnel féminin de la MONUSCO nous l’ont prouvé”. C’est ce qu’ont déclaré 50 filles élèves finalistes de deux écoles de Bukavu, lors d’un échange en marge de la Journée des Nations Unies et du 17ème anniversaire de la Résolution 1325. La rencontre visait à booster les aspirations de ces jeunes filles pour des efforts vers l’autonomisation.



Les élèves finalistes écoutent Mariam Karfougo Ouattara qui leur parle de son expérience au sein de la Police des Nations Unies.

Par Alain Likota/MONUSCO

Servir les peuples du monde sous le drapeau bleu de l’ONU demande de la préparation, de la détermination et de l’abnégation; la possession des valeurs humaines et des qualités telles que l’intégrité, le professionnalisme, le respect de la diversité, etc. C’est possible, faisable ; un honneur et un privilège...

C’est cela l’essentiel du message retenu par ces élèves lors du partage d’expériences de quelques femmes de différents pays qui servent sous le drapeau de l’ONU, en République Démocratique du Congo, particulièrement au sein de la MONUSCO Bukavu.

Du parcours de Minerve Bashige de la Section des Affaires Civiles et d’Hortense Barholere du Genre, les jeunes finalistes ont



Marthe Nabintu, mécanicienne auto raconte aux élèves, attentives, comment elle a bravé les stéréotypes dans ce métier qu’elle fait parmi les hommes

compris que, bien que les Nations Unies fassent la promotion du Genre, le recrutement à la MONUSCO et dans les autres structures onusiennes est basé sur le mérite, d’où la nécessité de bien se former, d’être compétent et compétitif.

Comme beaucoup d’autres, Perle Belezi du Collège Alfajiri était accrochée aux propos de Marthe Nabintu, mécanicienne automobile, qui a bravé les stéréotypes dans ce métier qu’elle fait parmi des hommes au sein du garage de la MONUSCO Bukavu. Elles ont compris que tout était possibles.

Avant l’intervention de la policière malienne Mariam Karfougo Ouattara, de la Police des Nations Unies et l’ex-policière congolaise Suzanne Mizegele actuellement dans la Section Sécurité de la MONUSCO, aucune des 50 filles conviées ne voyait l’utilité de rejoindre la Police Nationale Congolaise. Un point de vue qui a vite changé au cours des discussions avec ces dames de la MONUSCO qui se sont investies dans le domaine du maintien de l’ordre.

Par son courage et sa détermination, Béatrice Adjei Asiedu a ému les finalistes et nourri en elles de l’émulation, bien remarquable dans la pluie des questions qu’elle a reçues de la part de ces filles. Clarisse Zawadi Zigabe du Complexe Scolaire Etoile est l’une de celles qui ont alors reconnu qu’elles pourront jouer de plus grands rôles et participer aux prises de décision dan de hautes instances du pays et dans le monde, si elles s’y préparent résolument.

Ayant accompagné ces élèves, Mme Dina Ilosyo, professeur de français au Collège Alfajiri, a regretté que d’autres élèves n’aient pu participer à cette séance, que M. Nyamulengwa Bisimwa, préfet du Complexe Scolaire Etoile, a d’ailleurs trouvée très enrichissante. Le Bureau de la MONUSCO a prévu d’autres activités culturelles à Bukavu dans le cadre de la Journée des Nations Unies. ■

Peut-on se passer des Nations Unies ?



En temps de crises, il est plus facile de chercher des boucs-émissaires que de se pencher sur les réelles causes des conflits et les solutions idoines. Dans le contexte mondial actuel fait de guerres, de crise économique, certains ont tendance à vouloir faire porter à l'Organisation Mondiale tous les maux de la terre. D'autres au contraire, sont d'avis que le «multiculturalisme» dont l'ONU est la parfaite illustration demeure l'une des solutions aux conflits dans ce monde. Mais peut-on réellement se passer de l'ONU ?

✉ Par Jean-Tobie Okala/MONUSCO

L'ONU n'est pas à l'origine des guerres et des crises économiques qui jalonnent l'histoire de l'humanité. Elle a plutôt et surtout constitué un palliatif à ces soubresauts, grâce à la solidarité agissante. Naturellement, tout n'est ni rose ni clair au sein de la Grande Famille mondiale. Mais qui peut remettre en cause le rôle de l'Unicef par exemple dans l'éducation de la jeune fille, la lutte contre les violences sexuelles ? Qui peut douter de l'efficacité du HCR dans la prise en charge des réfugiés et l'atténuation des souffrances parfois atroces de ceux et celles qui, par peur pour leurs vies, ont tout perdu, jusqu'à leur dignité humaine ? De même, ils sont rares qui pourront nier l'apport indéniable du PAM, de l'OMS, de l'UNFPA et des autres Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies dans la gestion des catastrophes dont le monde est régulièrement victime. Les premiers à arriver sur les lieux, aux côtés des ONGs humanitaires, ce sont les Nations Unies.

Une autre critique que l'on entend souvent à l'endroit des Nations Unies est

la supposée inefficacité de leurs Missions de maintien de la Paix. MONUSCO (RDC), MINUSCA (RCA), MINUSMA (Mali), etc. Certains préfèrent ne voir que le verre à moitié vide, au détriment de tous les efforts déployés par ces Missions pour stabiliser des Etats qui, n'eurent été les Nations Unies, auraient certainement disparu ! On oublie l'excellent travail obtenu par des Missions des Nations Unies en Haïti, en Côte-d'Ivoire, au Timor Leste, en Sierra Leone, au Liberia... De tout temps et partout, l'ONU, dans sa globalité, a toujours travaillé à renforcer son rôle de gardien de la paix. La lutte contre les violences sexuelles, et pour l'élimination de la pauvreté et des maladies telles que le Sida, la Poliomyélite, le choléra, Ebola, le paludisme, la Tuberculose, etc. Ces efforts ainsi que ceux pour la préservation de l'environnement et du patrimoine mondial, la lutte pour le respect des droits humains et l'avènement d'un monde meilleur, tout cela est à mettre au compte des Nations Unies. Et ce n'est pas par hasard si le Comité Nobel a décidé d'attribuer à l'Organisation mondiale le Prix Nobel de la Paix le 12 octobre 2001

«pour leurs efforts en faveur d'un monde mieux organisé et plus pacifique» ! En 1956, déjà, Lester Bowles Pearson, alors Ministre des Affaires étrangères du Canada, reçut le prix Nobel de la Paix, pour son rôle joué dans la création de la première force de maintien de la paix, qui s'était déployée à l'époque pour résoudre la crise du Canal de Suez. En 1954 et 1981, cet honneur revient au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés, HCR. En 1965, C'est au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance, Unicef, que ce Prix est attribué. 1969 : Organisation internationale du Travail, Oit. En 2005, c'est au tour de l'Agence internationale de l'Energie atomique... Pour ne citer que ces quelques exemples...

On ne comptera jamais le nombre de conflits et de guerres évités grâce aux «bons offices» ou «diplomatie préventive» des Nations Unies. Là où d'habitude les armes parlaient, résonnent souvent et de plus en plus des mots et des paroles des diplomates onusiens, pour éviter des affrontements et conflits inutiles. Selon la formule consacrée, beaucoup a été fait, mais beaucoup reste encore à faire pour avoir un monde sans faim, sans maladies, sans abus des droits humains, un monde égalitaire, où hommes et femmes auraient les mêmes chances... Mais, heureusement que nous avons l'ONU qui agit souvent comme une piqûre de rappel, à travers ses rapports, ses enquêtes, ses groupes d'études, ses Résolutions, ses Conférences, ses Sanctions, pour rappeler justement aux Etats leurs obligations, au risque de se mettre au ban de la Communauté internationale.

Loin de l'autosatisfaction, force est de reconnaître que le travail des Nations Unies paie et demeure utile aux Sociétés et Nations de ce monde. Malgré les critiques, au demeurant justifiées – car l'ONU doit se réinventer et se réformer l'ONU demeure incontournable. En République démocratique du Congo par exemple, il suffit de demander aux populations de Walikale, Masisi, Mbandaka, Uvira et d'ailleurs pour s'en convaincre. Chaque fois que la MONUSCO ou une Agence des Nations Unies a voulu se désengager de la zone, la (mauvaise) nouvelle a suscité des manifestations de colère de la population. Oui, l'ONU peut et devrait faire mieux. Mais de là à mettre en doute son «utilité»... Comme dirait quelqu'un, l'ONU n'est pas là pour créer le paradis, mais pour éviter l'enfer. ■



**LES
NATIONS UNIES**

**PAIX ET
SÉCURITÉ**

**DÉVELOPPEMENT
DURABLE**

**DROITS DE
L'HOMME**

**ASSISTANCE
HUMANITAIRE**

<http://monusco.unmissions.org/publications>

Produit par l'Unité des Publications de la Division de l'Information publique de la MONUSCO
Contact : 12, avenue des Aviateurs - Kinshasa/Gombe - Téléphone : (243) 81 890 6650- (243) 81 890 4004